

pour ne pas abuser de l'amabilité de mes collègues mais je tiens à en mentionner deux brièvement. Je demanderai à la Chambre d'étudier la politique gouvernementale envers les populations indigènes. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) a dévoilé, à cor et à cri, en 1968, une nouvelle politique indienne. Cette politique est aujourd'hui lettre morte, et c'est tant mieux puisqu'elle avait été conçue dans l'isolement ministériel imposé par les hautes instances et que la population indienne l'avait partout rejetée. De quelle compétence a-t-on fait preuve dans cette entreprise avortée?

Souvenons-nous, enfin, du projet de loi relatif à la stabilisation des prix des grains. Voilà encore une notion importante qui a été mutilée par l'irréflexion et l'incompétence. Les agriculteurs, et plus particulièrement les céréaliers, réclamaient depuis des années un programme leur garantissant la sécurité du revenu afin de pallier les impondérables de l'hiver et ceux des marchés et des prix internationaux. Lorsque le gouvernement s'est enfin décidé à combler ce besoin persistant et à étonner la vie rurale, il a enfanté d'un plan minable et inacceptable qui aurait plutôt consolidé la pauvreté. Notre ferme résolution de faire échec à une trahison aussi cruelle des agriculteurs canadiens, alliée au front d'opposition de presque toutes les associations agricoles ainsi que des trois provinces des Prairies, a abouti au retrait de ce projet de loi.

Les exemples que j'ai cités—et j'en aurais bien d'autres—suffisent à révéler, à mon avis, un gouvernement qui a fait preuve d'incompétence autant que d'indifférence, qui n'a su que réagir en pleine crise au lieu de prévoir l'avenir, qui s'est complu dans les métaphores et dans le subterfuge au lieu de s'attaquer avec franchise et imagination aux problèmes qui assaillent la population du Canada.

Depuis que j'ai eu l'honneur d'être élu chef de mon parti en avril dernier, j'ai beaucoup voyagé au Canada. Partout j'ai vu la preuve des années perdues du régime Trudeau. Je me suis entretenu avec les représentants des pauvres dans des associations comme le Neighbourhood Centre de Halifax et l'Inner City Project de Vancouver. Ils m'ont parlé de leur frustration et de leur colère dues au fait que la situation de ceux qu'ils représentent s'est si peu améliorée. Ils m'ont parlé avec fierté de leurs associations, qui ont acquis plus de force et de pouvoir, et qui sont bien décidées à exiger que l'on remédie à la paperasserie dont leur membres sont victimes, aux privations qui affligent les familles de ces derniers, et au revenu de misère avec lequel ils sont tenus de vivre. Bon nombre de ces associations mettent sur pied des organismes qui encouragent l'effort personnel, et qui pourraient aider énormément à éliminer un jour complètement le culte de la pauvreté dans notre société. Ces organismes méritent notre appui, et le Nouveau parti démocratique luttera pour leur obtenir cet appui.

Le fait triste, et même navrant, c'est que le nombre des pauvres n'a pas diminué. Un Canadien sur cinq, et peut-être même sur quatre, continue à vivre au seuil, ou au-dessous du seuil, de la pauvreté. L'accablement, que dis-je, le désespoir, que l'on peut lire dans les yeux et sur le visage du jeune homme comme du vieillard, du blanc comme de l'indigène, de l'enfant comme de la mère, font honte à une société aussi abondante que la nôtre. L'inégalité et le manque de sécurité restent les caractéristiques dominantes de la condition humaine à laquelle nos valeurs économiques et sociales actuelles soumettent les gens.

Nombre de députés des deux côtés de la Chambre ont rendu visite à des collectivités indiennes, esquimaudes et

[M. Lewis.]

métisses dans tout le Canada. Je défie le premier ministre, ses collègues et acolytes de justifier l'incurie qui règne partout: les 80 et 90 p. 100 de chômeurs de bien de ces collectivités, les foyers misérables que nous fournissons à ces gens, la cruauté d'un régime économique qui leur enlève toute autonomie, ignore leurs besoins et menace leur culture.

Je pense à une femme âgée de la Colombie-Britannique qui a dû lutter pendant des mois pour obtenir l'eau. Je pense aux collectivités que j'ai visitées telles que Pictou Landing en Nouvelle-Écosse, Moberly Lake en Colombie-Britannique, Fort McPherson dans les Territoires du Nord-Ouest et à bien d'autres. Partout les gens supplient qu'on leur donne du travail, qu'on leur permette de subvenir à leurs besoins et de vivre dignement dans une certaine sécurité.

Je suis souvent hanté par la supplique d'une jeune femme intelligente d'une collectivité esquimaude des Territoires du Nord-Ouest. Après un long exposé des problèmes et des souffrances de son peuple elle s'est soudain interrompue pour s'écrier désespérément: «Pourquoi m'adresser à vous? A quoi cela sert-il? Voilà des années que nous supplions les politiciens et les leaders politiques sans résultat.» Voilà la situation qui règne au Canada en 1972. Elle existait déjà avant 1968 mais elle continue d'exister et on n'en tient aucun compte alors que le gouvernement est toujours responsable de cette carence.

Il est vrai qu'on peut circuler dans certaines rues de Vancouver, de Toronto, de Montréal, et d'Halifax sans rien voir d'autre que d'imposants immeubles de bureaux et d'appartements neufs, de belles voitures et des vitrines débordantes de marchandises attrayantes. C'est le niveau de vie que beaucoup ont atteint. C'est la marque d'un certain genre de progrès et de l'incidence du progrès technologique. Mais je mets souvent en doute la signification de ce prétendu progrès et l'orientation que prend notre société technologique.

Ni mon parti ni moi-même ne déprécions les réalisations des Canadiens ni la grandeur de notre pays, surtout si nous tenons compte de la situation dans certaines autres régions du globe. Le pessimisme n'est pas mon propos. J'affirme simplement que, selon ma conviction profonde, la nation canadienne est suffisamment compatissante pour souhaiter ardemment la fin de toute souffrance humaine inutile, elle est en mesure de réaliser cet objectif et, collectivement, elle dispose des richesses, des talents et de la volonté nécessaires pour édifier une société fondée sur l'égalité sans la tare de désespoir et d'indignité que suscitent la pauvreté et l'aliénation.

Voilà, monsieur, le défi que les Canadiens ont accepté en 1967, voilà le rêve qu'ont fait naître les innovations de l'Expo. Et c'est cette vision que le gouvernement actuel a perdue, dont le premier ministre avait parlé en 1968 et que, une fois au pouvoir, il a systématiquement détruite. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, je veux proposer, avec l'appui du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Que l'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant les mots suivants:

«et, en particulier, qu'il n'ait pris aucune mesure efficace pour remédier au chômage généralisé que connaît le pays, depuis qu'il est au pouvoir.»

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, on se surprendra peut-être de mon audace de prendre la parole à l'occasion de cette journée des chefs de parti, mais c'est